



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2024/ICPE/437
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société KUHN HUARD à Châteaubriant**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 autorisant la société KUHN-HUARD à exploiter, rue du Québec à Châteaubriant, des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12/05/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le dossier de modifications notables porté à la connaissance du préfet par la société KUHN-HUARD par courrier du 18 novembre 2022 ;

Vu la demande de compléments de l'inspection des installations classées du 10 mars 2023 ;

Vu les compléments successifs apportés au dossier, en dernier lieu le 18 octobre 2024 ;

Vu la modification de la puissance cumulée des machines de travail mécanique des métaux portée à la connaissance par l'exploitant par courrier du 5 février 2024,

Vu la cessation d'activité au titre de la rubrique n°2564 portée à la connaissance par l'exploitant par courrier du 6 février 2024,

Vu l'information par l'exploitant de la mise en place d'un Schéma de Maîtrise des Émissions de COV par courrier du 26 mars 2024,

Vu l'information de travaux de couverture d'une zone de stockage déjà imperméabilisée « zone C » par courrier du 6 mai 2024,

Vu le rapport de la visite d'inspection du 10 juin 2022 ;

Vu le rapport de la visite d'inspection du 1^{er} février 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 12 décembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société KUHN-HUARD par courrier du 18 décembre 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 20 décembre 2024 ;

Considérant que les modifications présentées par l'exploitant dans ses courriers :

- ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'atteignent pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que les modifications ne constituent pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que ces modifications constituent une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature des sites et des paysages ;

Considérant que les modifications présentées ne remettent pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION

CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA MODIFICATION

Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société KUHN-HUARD est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre sur son site de Châteaubriant l'exploitation des installations détaillées dans les articles suivants.

Article I.1.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 restent applicables en tout ce qu'elles ne sont pas modifiées par celles du présent arrêté.

CHAPITRE I.2. MODIFICATION DES INSTALLATIONS

Article I.2.1. Liste des installations concernées

I.2.1.1. Au titre de la nomenclature des ICPE

Les installations classées exploitées sur le site sont les suivantes (voir le plan de localisation en annexe) :

N° Rubrique de la nomenclature	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW	Machines de travail mécanique des métaux	Puissance installée maximale : 3458 kW	E
2940-1-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par un procédé « au trempé » (y compris l'électrophorèse), la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 1000 litres	Cuve de traitement au trempé d'une capacité de 15 000 litres et cuve de la chaîne des socs d'une capacité de 1 500 litres	16 500 L	E
2940-2-a	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (Pulvérisation, enduction...) a) Supérieure à 100 kg/j	- Cabine Forges (peinture à l'eau) : 165 kg/j - Cabine Montage (peinture solvant) : 285 kg/j	450 kg/j	E
2940-3-a	Application, cuisson, séchage de vernis,	Ligne de poudrage	246 kg/j	E

N° Rubrique de la nomenclature	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
	peinture, apprêt, colle, enduit, etc. sur support quelconque 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 200 kg/ j	dans le bâtiment Peinture poudre		
1414-3	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés : installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	Installation de remplissage des chariots gaz couplée à un stockage de GPL	1,75 tonnes	DC
1978-8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/ an	Revêtement de métaux	45 tonnes/an	D
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Atelier de traitement thermique des pièces métalliques Fours de revenu		DC
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Installations d'emploi de matières abrasives et notamment : - Grenailleuse de 127 kW dans l'atelier Forges - Grenailleuse de 237 kW dans l'atelier Peinture Poudre	411,4 kW	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la	Chaudières, aérothermes, générateurs d'air chaud d'une puissance unitaire inférieure à 1 MW	2,8 MW	DC

N° Rubrique de la nomenclature	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime
	biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW			
2921-1-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	1 tour aéro-réfrigérante	910 kW	DC
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 50 kW	4 locaux de charge de batteries : - Montage - Montage – Réception - Semoirs - Magasin	100,1 kW	D
4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Stockages d'oxygène pour les activités de soudure	3,4 tonnes	D

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration à contrôle périodique)

Classement Seveso du site : Le site n'est pas classé Seveso.

Classement IED : Le site n'est pas classé IED.

I.2.1.2. Au titre de la nomenclature IOTA

La situation des installations au titre des rubriques des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités tel que prévu à l'article R.214-1 du Code de l'environnement est la suivante :

N° Rubrique de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surfaces imperméabilisées 155 488 m ² Surfaces enherbées 28 333 m ² <i>Total de 18,4 hectares</i>	Déclaration

Article I.2.2. Situation des installations

Le premier alinéa de l'article 1.2.2. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations autorisées sont situées sur les parcelles 0039, 0102, 0103, 0104, 0105 – section AX sur la commune de Châteaubriant, représentant une superficie totale de 183 821 m² pour une surface bâtie de 53 178 m² et des surfaces imperméabilisées de 102 310 m². »

Article I.2.3. Consistance des modifications

Les modifications concernent notamment :

- l'extension du périmètre d'exploitation du site,
- l'augmentation des surfaces imperméabilisées,
- la reconstruction Sud du bâtiment débitage en 2011 (2560 – travail mécanique des métaux) ;
- l'extension Nord du bâtiment mécanique en 2019 (2560 – travail mécanique des métaux) ;
- la mise en place de deux réserves souples d'eau pour la défense incendie, et d'un nouveau bassin de rétention et confinement des eaux d'extinction d'incendie ;
- une hausse d'activité avec des modifications du classement au titre de la nomenclature ICPE ;
- la mise en place d'un Schéma de Maîtrise des Émissions de composés organiques volatils du site ;
- la modification du mode d'approvisionnement en eau et du volume désormais prélevé dans le réseau d'eau potable.

Le plan des installations du site mis à jour est joint en annexe 1 du présent arrêté.

Article I.2.4. Conformité au dossier de porter à connaissance

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations objets du présent arrêté sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance de novembre 2022, les courriers du 5 février 2024, 6 février 2024, 26 mars 2024, 6 mai 2024 complétés par des courriers électroniques adressés par l'exploitant, en dernier lieu le 18 octobre 2024.

TITRE II. MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS ET PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

CHAPITRE II.1. MAÎTRISE DES RISQUES CHRONIQUES

Article II.1.1. Approvisionnement et consommation d'eau

L'article 4.1.1. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 9 200 m³ par an, uniquement dans le réseau public d'alimentation en eau potable. »

Article II.1.2. Surveillance des émissions dans l'eau

Les dispositions de l'article 9.1.3. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour les mesures effectuées sur les rejets aqueux, l'exploitant met en œuvre les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettant de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. »

Article II.1.3. Consommation de solvants - Schéma de Maîtrise des Émissions (SME) de COV

II.1.3.1. Valeurs limites d'émission

Il est inséré, au sein de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 susvisé, un article 3.3.6. rédigé comme suit :

« Les valeurs limites en concentration de COV définies à l'article 3.3.4. ne sont pas applicables en cas de mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions, tel que prévu par l'article 27-7-e de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et au V. de l'article 9.1. de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978.

Dans ce cas, l'exploitant est tenu de respecter une émission annuelle cible (EAC), calculée comme suit :

- $EAC = 0,6 \text{ kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations dont la consommation annuelle de solvant est inférieure ou égale à 15 tonnes ;}$
- $EAC = 0,375 \text{ kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations dont la consommation annuelle de solvant est supérieure à 15 tonnes.}$

Toutefois, les substances visées aux points b et c de l'article 27-7 de l'arrêté du 2 février 1998 et au II de l'article 9.1. de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019, qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions, restent soumises au respect des valeurs limites en concentration. »

II.1.3.2. Plan de gestion de solvants avec approche Schéma de Maîtrise des Emissions

Les dispositions du troisième alinéa de l'article 3.3.4. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant met en place et tient à la disposition de l'inspection des installations classées, un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties annuelles de solvants de chaque installation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant ces entrées et sorties de solvants et permettant, le cas échéant, de déterminer l'émission annuelle cible (consommation de solvants, quantité d'extraits secs utilisés, quantité de solvants évacués en tant que déchets, etc.). »

II.1.3.3. Surveillance des rejets atmosphériques de COV

Les dispositions de l'article 9.2.2. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Une campagne de mesures des rejets de COV est réalisée, annuellement, pour chacun des points de rejets canalisés, selon les normes en vigueur. Cette surveillance n'est pas imposée en cas de mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions de COV prévu à l'article 27-7-e de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et au V. de l'article 9.1. de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978. Toutefois, en cas d'utilisation de substances mentionnées aux points b ou c de l'article 27-7 de l'arrêté du 2 février 1998 et au II de l'article 9.1. de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019, une surveillance annuelle des émissions canalisées doit être réalisée, même en cas de mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions. »

CHAPITRE II.2. MAÎTRISE DES RISQUES ACCIDENTELS

Article II.2.1. Moyens de lutte contre l'incendie

II.2.1.1. Ressources en eau et mousse

L'article 7.5.3. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'établissement dispose a minima :

- d'une réserve d'eau de 560 m³ à l'angle ouest du site ;
- d'une réserve d'eau de 880 m³ au nord-est du site ;
- d'un poteau incendie interne au site (n°8183) délivrant un débit de 60 m³/h ;
- d'un poteau incendie (n°152, rue du Général Patton) extérieur au site, délivrant un débit de 60 m³/h.

Ces points d'eau permettent de couvrir les besoins en eau en cas d'incendie définis par la note de calcul D9 actualisée dans le porter à connaissance – rapport n°53819571 version 1 du 17/11/2022 établissant un débit requis de 720 m³/h pendant 2 heures.

L'exploitant s'assure régulièrement de la disponibilité effective de cette quantité d'eau nécessaire.

L'établissement dispose également :

- d'extincteurs en quantité et qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement de produits et déchets
- de robinets d'incendie armés,
- d'un système de détection automatique d'incendie,
- de détecteurs de flamme,
- d'exutoires de fumées dans les bâtiments les plus récents
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés du site et au maniement des moyens d'intervention. »

II.2.1.2. Accès au poteau incendie rue du Général Patton

L'exploitant s'assure de la disponibilité, pour les services d'incendie et de secours, des moyens d'accès suivants au poteau incendie rue du Général Patton :

- portail de 1,5 m de large d'accès en limite sud de propriété du site ouvrable avec un triangle « pompiers » ;
- chemin carrossable de largeur minimum d'1,40 m entre la chaussée de la rue du Général Patton, au droit du poteau incendie n° 152, et ce portail en limite de propriété sud.

Article II.2.2. Confinement des eaux d'extinction

Les dispositions de l'article 7.5.5. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Bassin de confinement et bassin d'orage

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordées à un bassin de confinement étanche aux produits collectés d'un volume total de 4600 m³.

Il est pris acte de la note de calcul D9A actualisée dans le porter à connaissance – rapport n°53819571 version 1 du 17/11/2022 établissant un volume total de liquides à confiner de 2880 m³.

Les eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées sont collectées dans le même bassin ayant également une fonction de rétention (débit de fuite de 3L/s/ha pour une pluie décennale). Il est maintenu à un niveau permettant de disposer en permanence du volume de confinement de 2880 m³, muni de vannes permettant le confinement des eaux, et d'un séparateur d'hydrocarbures en sortie. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service sont actionnables en toutes circonstances.»

Article II.2.3. Protection contre la foudre

Les dispositions de l'article 7.2.7. de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2014 sont abrogées.

TITRE III. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE III.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

2505 HAL T -

CHAPITRE III.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article [R. 181-45](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérécours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE III.3. PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Châteaubriant et peut y être consultée. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Châteaubriant, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois et sur le site :

[https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>](https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/)

CHAPITRE III.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Châteaubriant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **7 JAN. 2025**

Le PRÉFET,

Fabrice RIGOUT-ROZE

